

Après décision du tribunal de référé les flics vont expulser le piquet de grève ! Qu'est-ce qu'on fait ? Ils occupent l'usine ; qu'est-ce qu'on fait ? Ils font rentrer les jaunes ; Qu'est-ce qu'on fait ?

Il n'y a pas de réponse toute faite. C'est vrai ! On ne répond pas toujours à l'ennemi sur son terrain, c'est vrai ! Mais les patrons et le pouvoir doivent sentir que l'intervention des flics leur coûte très cher et pour cela il faut systématiquement préparer les travailleurs à la résistance. Pourquoi ? Un minimum de résistance assure tout de suite à la lutte un écho régional tout à fait défavorable au patron et au pouvoir : toute occupation doit donc être sérieusement défendue pour qu'elle oblige le pouvoir à un sérieux déploiement de force dans lequel il use le peu de crédit qui lui reste et aussi parce qu'une attitude ferme et résolue suffit parfois à faire céder la direction, comme ça s'est passé à la SCPC (Clermont), où la direction a finalement retiré sa plainte. Il faut tenir compte aussi du contexte politique : il y a certaines occasions tout à fait favorables pour les travailleurs si le pouvoir prend la responsabilité d'un affrontement.

Claude : On a été confronté à une telle situation avec la manifestation du 18 avril : nous étions à quelques jours du référendum, dans une situation politique exceptionnellement propice : nous avons préconisé la montée au Joint pour la manifestation des 12.000 : ce n'était pas un objectif-gadget qui solutionnait tous les problèmes. Mais le pouvoir avait les mains liées : ou bien il cachait ses flics et c'était une défaite considérable ou bien il les interposait et il prenait la responsabilité d'affrontements difficilement supportables à la veille du référendum : ainsi les travailleurs avaient l'occasion de montrer au pouvoir qu'ils n'étaient pas prêts à laisser les patrons faire venir les flics dans leurs entreprises pour casser leurs luttes. Les directions PC et CGT ont hurlé à la boucherie ; et la direction CFDT s'est cachée derrière cette position : tous cultivaient la peur du gendarme. Mais cela revenait à encourager la répression des patrons et du pouvoir, à désarmer les travailleurs face à la violence patronale !

## la « colère bretonne »

Alain : Dans l'Humanité, Laurent Salini — peut-être pour faire la part du feu — classe la lutte du Joint dans le musée des drôles de grèves, sous l'étiquette « une grève bretonne » ! Pourtant tout au long de la grève on a parlé de la solidarité de toute la Bretagne ; est-ce que le Joint n'est pas beaucoup plus une grève régionaliste qu'une lutte ouvrière exemplaire ?

Claude : les organisations « bretonnes » en tant que telles ont assez bien loupé le coche. L'UDB n'a rattaché le comité de soutien qu'à la quatrième semaine. La CFDT et Le Faucheur en particulier ont souvent fait appel à la révolte à la solidarité bretonne. Il est incontestable qu'à travers le réseau de comités de soutien qui a drainé toute la Bretagne s'est exprimé bien plus qu'une simple solidarité à la lutte des travailleurs du Joint. Au travers de la résistance déterminée des travailleurs du Joint à une surexploitation patronale s'exprimait le « ras-le-bol- » de toute une région laissée pour compte et surexploitée par l'anarchie capitaliste.

Joël : paradoxalement les travailleurs du Joint ont affiché leurs drapeaux bretons surtout à la manifestation du premier Mai à Paris, au moment où symboliquement ils s'appuyaient sur l'ensemble de la classe ouvrière

française. Et lorsqu'ils s'inquiétaient de ce qui se passait à Bezons, lorsqu'ils allaient à Delle Alsthom St-Ouen où qu'ils envoyaient aux travailleurs en lutte des produits agricoles récoltés pour eux en Bretagne, lorsqu'ils puisaient dans leur fonds de solidarité pour appuyer les « petites femmes des Galeries de Thionville », les travailleurs du Joint ont bien montré sur quelles forces doit s'appuyer la libération des travailleurs bretons, de leurs alliés bretons, l'ensemble de la classe ouvrière. Et les drapeaux rouges ont toujours dominé largement dans les manifestations !

## les revendications

Alain : On a beaucoup insisté sur la revendication de 70 centimes pour tous avancée par les grévistes du Joint. C'était en effet un des aspects importants de la grève de mettre en avant une revendication claire et unifiante qui soude dans la lutte toutes les catégories du personnel autour du même objectif. Mais sur le temps de travail il n'y avait pratiquement rien. Pourtant, au Joint, on travaille encore aujourd'hui jusqu'à 47h par semaine.

François : Tout d'abord, c'est vrai que ce sont les 70 centimes qui ont été l'objectif de la grève. Le mot d'ordre, c'était : « Nous aurons nos 70 centimes ». Cet objectif précis et clair a évité pas mal de magouilles ! Les gars pouvaient contrôler vite et sûrement les résultats des négociations : les calculs compliqués sur les pourcentages n'étaient plus possibles.

Pour ce qui est du temps de travail, c'est vrai que c'était le point faible du cahier de revendications. La dernière Taupe Rouge de bilan a d'ailleurs insisté sur cet objectif maintenant prioritaire. Cette lacune s'explique par le fait que les gars et les filles originaires de la campagne sont plus sensibles aux faibles salaires qu'au temps de travail : dans l'agriculture, il n'y a pas d'horaires !

## oui, mais... les cadres ?

Alain : A propos des 70 centimes, se pose toujours le fameux problème des cadres. Certains dirigeants syndicaux racontent que ce type de revendication et des formes de lutte trop dures les coupent des travailleurs.

Claude : Au Joint la détermination des grévistes a été plus efficace pour s'attirer la sympathie des cadres qu'une revendication en pourcentage ! La meilleure preuve c'est ce qui s'est passé après la grève : beaucoup d'entre eux, impressionnés par l'ampleur du mouvement, ont demandé à se syndiquer à la CFDT. Et même, l'un d'entre eux a eu cette phrase significative : « Nous avons vu où étaient les plus forts »...

Par ailleurs, une augmentation uniforme assez substantielle ne lèse pas particulièrement les agents de maîtrise et les cadres ; d'autant que le patron veille constamment à les gratifier de tas d'avantages pour les empêcher de basculer trop facilement dans le camp des ouvriers.